

la convention avec l'Export-Import-Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (A., p. 2897 et suiv.); — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'État en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2949); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Art. 71 G : *Amdement de M. Airoldi* [20 septembre 1946] (p. 3903); — des propositions de la Conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4340); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : INFORMATION : *Discussion générale, France-press* [2 octobre 1946] (p. 4458); *Son amendement* (p. 4462).

#### DEFOS DU RAU (M. Joseph), Député du département des Landes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555); de la Commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674).

#### Dépôt :

Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Eugène Petit dit Claudius et plusieurs de ses collègues portant dérogation à l'acte dit loi du 23 décembre 1941, relative à la publication des annonces légales et judiciaires, n° 535.

#### Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés; Art. 9 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (A., p. 3957). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

#### DEGROND (Mme Germaine), Député du département de Seine-et-Oise (4<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission du ravitaillement (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à substituer au Ministère du ravitaillement une organisation simplifiée sous le contrôle direct de la Présidence du Conseil, n° 29. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national, n° 55. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le droit à la médaille de la famille française pour toute mère de famille, de nationalité française, quelle que soit son origine, n° 433. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés, n° 482. — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à substituer au Ministère du ravitaillement une organisation simplifiée sous le contrôle direct de la Présidence du Conseil, n° 944. — Le 25 septembre 1946, une proposition de loi tendant au renforcement des pouvoirs des inspecteurs de vente en gros chargés du contrôle des opérations dans les halles, foires, marchés et abattoirs, n° 1039. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant au renforcement des pouvoirs des inspecteurs de vente en gros chargés du contrôle des opérations dans les halles, foires, marchés et abattoirs, n° 1140.

#### Interventions :

Est entendue dans la discussion de l'interpellation de M. André sur la politique générale de